



Assemblée générale

Distr. générale
19 avril 2012
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme

Comité consultatif

Huitième session

20-24 février 2012

Point 4 de l'ordre du jour

Rapport du Comité consultatif sur sa huitième session

Rapport du Comité consultatif sur sa huitième session

Genève, 20-24 février 2012

Rapporteur: Chung Chinsung

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Mesures prises par le Comité consultatif à sa huitième session		3
II. Élection du Bureau, adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux	1–16	8
A. Ouverture et durée de la session	1–3	8
B. Composition du Comité consultatif	4–5	8
C. Participants	6	9
D. Séances et documentation	7	9
E. Élection du Bureau	8–10	9
F. Adoption de l'ordre du jour	11–12	9
G. Organisation des travaux et conduite des débats	13–16	10
III. Demandes soumises au Comité consultatif découlant des résolutions du Conseil des droits de l'homme	17–44	10
IV. Mise en œuvre des sections III et IV de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil des droits de l'homme en date du 18 juin 2007, et de la section III de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil en date du 25 mars 2011	45	13
V. Rapport du Comité consultatif sur sa huitième session	46–50	13
Annexes		
I. Ordre du jour		14
II. List of speakers		15
III. List of documents issued for the eighth session of the Advisory Committee		17

I. Mesures prises par le Comité consultatif à sa huitième session

8/1

Droits des paysans

Le Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme,

Rappelant les résolutions 7/14 du 27 mars 2008, 10/12 du 26 mars 2009, 13/4 du 24 mars 2010 et 16/27 du 25 mars 2011 du Conseil des droits de l'homme,

Rappelant également que le Conseil des droits de l'homme a demandé au Comité consultatif de poursuivre ses travaux sur la promotion des droits des personnes travaillant en milieu rural et de lui présenter son étude finale sur la question à sa dix-neuvième session,

1. *Accueille avec satisfaction* l'étude finale sur la promotion des droits des paysans et des autres personnes travaillant dans des zones rurales et la déclaration qui y est annexée sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans des zones rurales, élaborées par le groupe de rédaction du Comité consultatif¹;

2. *Soumet* ci-joint au Conseil des droits de l'homme l'étude susmentionnée²;

3. *Demande* au Conseil des droits de l'homme d'examiner les recommandations formulées par le Comité consultatif dans son étude, s'agissant en particulier de:

a) La création d'un nouveau mandat au titre des procédures spéciales sur la promotion et la protection des droits des paysans et des autres personnes travaillant dans des zones rurales;

b) La mise au point d'un nouvel instrument international relatif aux droits de l'homme portant sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans des zones rurales.

*9^e séance
24 février 2012*

[Adopté par consensus]

8/2

Droit à l'alimentation

Le Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme,

Rappelant la série de résolutions du Conseil des droits de l'homme sur le droit à l'alimentation, en particulier les résolutions 7/14 du 27 mars 2008, 10/12 du 26 mars 2009, 13/4 du 24 mars 2010 et 16/27 du 25 mars 2011,

Rappelant également que dans sa résolution 16/27 le Conseil des droits de l'homme a demandé que le Comité consultatif entreprenne, dans le prolongement de l'étude sur la discrimination dans le contexte du droit à l'alimentation³, des études détaillées sur l'exercice du droit à l'alimentation par les populations urbaines pauvres, sur l'exercice du droit à l'alimentation par les femmes rurales et sur la relation entre la malnutrition aiguë et les maladies infantiles,

¹ A/HRC/AC/8/6.

² A/HRC/19/75.

³ A/HRC/16/40.

1. *Accueille avec satisfaction* l'étude sur la malnutrition aiguë et les maladies infantiles chez l'enfant atteint par exemple de noma élaborée par son groupe de rédaction, ainsi que les principes des droits de l'homme et les lignes directrices visant à améliorer la protection des enfants exposés au risque ou atteints de malnutrition, en particulier des enfants exposés au risque ou atteints de noma, qui y sont annexés⁴;
2. *Soumet* au Conseil des droits de l'homme, jointe à la présente résolution, l'étude susmentionnée et son annexe⁵;
3. *Prie* le Conseil des droits de l'homme d'examiner les recommandations formulées par le Comité consultatif dans l'étude susmentionnée et d'encourager les États à mettre en œuvre les principes des droits de l'homme et les lignes directrices visant à améliorer la protection des enfants exposés au risque ou atteints de malnutrition, en particulier des enfants exposés au risque ou atteints de noma, qui y sont annexés;
4. *Accueille avec satisfaction* l'étude préliminaire sur le thème «stratégies et pratiques exemplaires de promotion des droits de l'homme des populations urbaines pauvres» élaborée par son groupe de rédaction⁶;
5. *Invite* le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme à recueillir les vues et observations sur cette étude préliminaire de tous les États Membres, des programmes et institutions spécialisés concernés de l'ONU et de toutes les autres parties prenantes, comme l'a demandé le Conseil des droits de l'homme, afin que le Comité consultatif puisse en tenir compte lors de l'élaboration de l'étude finale;
6. *Charge* le groupe de rédaction sur le droit à l'alimentation d'élaborer l'étude finale susmentionnée afin de la soumettre au Comité consultatif à sa neuvième session et de la présenter au Conseil des droits de l'homme à sa vingt-deuxième session;
7. *Accueille avec satisfaction* la note de réflexion relative à l'étude préliminaire sur l'exercice du droit à l'alimentation par les femmes rurales, élaborée par le groupe de rédaction⁷;
8. *Charge* le Groupe de travail sur le droit à l'alimentation d'élaborer une étude préliminaire sur l'exercice du droit à l'alimentation par les femmes rurales pour présentation au Comité consultatif à sa neuvième session.

9^e séance
24 février 2012

[Adopté par consensus]

8/3

Droits de l'homme et solidarité internationale

Le Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme,

Rappelant les résolutions du Conseil des droits de l'homme 9/2 du 24 septembre 2008, 12/9 du 1^{er} octobre 2009, 15/13 du 30 septembre 2010 et 18/5 du 29 septembre 2011, dans lesquelles le Conseil a demandé au Comité consultatif d'élaborer des contributions afin d'aider l'experte indépendante sur les droits de l'homme et la solidarité internationale à établir un projet de déclaration sur le droit des peuples et des individus à la solidarité internationale, et à formuler de nouvelles directives, règles et normes et de nouveaux principes tendant à promouvoir et protéger ce droit,

⁴ A/HRC/AC/8/7.

⁵ A/HRC/19/73.

⁶ A/HRC/AC/8/5.

⁷ A/HRC/AC/8/CRP.2.

1. *Prend note* du projet de document établi par le Président et Rapporteur du groupe de rédaction constitué par le Comité consultatif pour examiner cette question, Chen Shiqu⁸, ainsi que des commentaires et suggestions formulés au cours des débats que le Comité consultatif a consacrés à la question à sa huitième session;

2. *Se félicite* de la participation de l'experte indépendante sur les droits de l'homme et la solidarité internationale et invite le groupe de rédaction à continuer de coopérer étroitement avec elle, et à soumettre le texte révisé du projet de document sur la question au Comité consultatif à sa neuvième session;

3. *Désigne* M. Shiqu et Dheerujlall Seetulsingh pour participer à l'atelier organisé par la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme en application de la résolution 18/5 du Conseil des droits de l'homme pour échanger des vues sur, entre autres questions, la signification de la solidarité internationale pour l'égalité entre les sexes, les effets d'un droit à la solidarité internationale, le rôle de la solidarité internationale dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et la réalisation du droit au développement;

4. *Prie* le Haut-Commissariat d'apporter au groupe de rédaction toute l'assistance nécessaire pour lui permettre de s'acquitter de sa tâche.

9^e séance
24 février 2012

[Adopté par consensus]

8/4

Groupe de rédaction sur la promotion du droit des peuples à la paix

Le Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme,

Rappelant la résolution 14/3 du Conseil des droits de l'homme du 17 juin 2010 dans laquelle le Conseil a prié le Comité consultatif de préparer un projet de déclaration sur le droit des peuples à la paix,

Rappelant aussi que, à sa cinquième session, le Comité consultatif a désigné Chinsung Chung, Miguel d'Escoto Brockmann, Wolfgang Stefan Heinz et Mona Zulficar comme membres du groupe de rédaction, qui a ensuite élu comme Présidente M^{me} Zulficar et comme Rapporteur M. Heinz et qui a été élargi, à la sixième session du Comité consultatif, de façon à y inclure Shigeki Sakamoto et Latif Hüseyinov,

Rappelant encore que le Conseil des droits de l'homme, dans sa résolution 17/16 du 17 juin 2011, a prié le Comité consultatif, en consultation avec les États Membres, la société civile, le monde universitaire et les autres parties prenantes, de présenter un projet de déclaration sur le droit des peuples à la paix et de faire rapport au Conseil à sa vingtième session sur les progrès accomplis,

1. *Prend note* du rapport intérimaire sur le droit des peuples à la paix soumis par le groupe de rédaction au Comité consultatif à sa huitième session⁹;

2. *Se félicite* des observations reçues et suggestions durant sa huitième session de la part d'un certain nombre de parties prenantes et de membres du Comité consultatif;

3. *Se félicite aussi* des initiatives des acteurs de la société civile pour organiser des débats sur le projet de déclaration du Comité consultatif;

⁸ A/HRC/AC/8/CRP.1.

⁹ A/HRC/AC/8/2.

4. *Prie* le groupe de rédaction de finaliser son projet de déclaration sur le droit des peuples à la paix en tenant compte des débats du Comité consultatif à sa huitième session, et de le soumettre au Conseil des droits de l'homme à sa vingtième session;

5. *Prie aussi* le groupe de rédaction d'inclure ce qui suit dans son projet révisé, entre autres:

a) Référence au lien entre le droit à la paix et tous les droits, civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, dans l'article premier;

b) Référence à l'importance de la sécurité des citoyens et d'une approche préventive;

c) Renforcement de la prise en compte des questions de parité, dans l'article 8;

d) Référence au droit à la vérité, dans l'article 11;

e) Libellé plus explicite pour un mécanisme de surveillance, dans l'article 13;

6. *Exprime le vœu* qu'un représentant du groupe de rédaction sur le droit des peuples à la paix du Comité consultatif soit invité à participer aux discussions du Conseil des droits de l'homme sur le projet de déclaration;

7. *Exprime aussi le vœu* que le groupe de travail soit informé du suivi des travaux du Conseil des droits de l'homme et puisse être associé, sous des formes appropriées, à la poursuite de la réflexion et du travail de sensibilisation dans le domaine de l'éducation et de la formation aux droits de l'homme;

8. *Prie* le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme de fournir au groupe de rédaction toute l'assistance nécessaire pour lui permettre d'accomplir sa tâche.

9^e séance
24 février 2012

[Adopté par consensus]

8/5

Prises d'otages par des terroristes

Le Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme,

Notant que, dans sa résolution 18/10 du 29 septembre 2011, le Conseil des droits de l'homme a prié le Comité consultatif de réaliser une étude sur la question des prises d'otages par des terroristes aux fins de promouvoir une meilleure prise de conscience et une meilleure compréhension, en accordant une attention particulière à ses incidences sur les droits de l'homme et au rôle de la coopération régionale et internationale dans ce domaine,

Notant également que, dans sa résolution 18/10, le Conseil des droits de l'homme a également prié le Comité consultatif de lui présenter l'étude à sa vingt-troisième session et un rapport intérimaire à ce sujet à sa vingt et unième session,

Prenant note des discussions de la réunion-débat du Conseil des droits de l'homme sur la question des droits de l'homme, tenue à la dix-huitième session du Conseil, dans le cadre des mesures adoptées pour faire face aux prises d'otages par des terroristes¹⁰,

Prenant en considération les discussions préliminaires tenues par le Comité consultatif à sa huitième session,

¹⁰ A/HRC/18/29.

1. *Décide* de créer un groupe de rédaction composé de Wolfgang Stefan Heinz, Latif Hüseyinov, Obiora Chinedu Okafor, Shigeki Sakamoto, Ahmer Bilal Soofi et Jean Ziegler;
2. *Nomme* M. Hüseyinov Président et M. Heinz Rapporteur du groupe de rédaction;
3. *Encourage* toutes les parties prenantes intéressées, telles que les États membres, les organisations internationales, les institutions nationales des droits de l'homme et les organisations non gouvernementales, à contribuer au processus d'élaboration de l'étude;
4. *Propose* de modifier le calendrier envisagé par le Conseil des droits de l'homme pour assurer une meilleure documentation du travail qui sera effectué et pour pouvoir présenter le rapport final au Conseil à sa vingt-quatrième session;
5. *Recommande* au Conseil des droits de l'homme d'envisager l'adoption de la décision suivante:

«Le Conseil des droits de l'homme prend note de la recommandation du Comité consultatif relative à l'avancement des travaux sur la question des prises d'otages par des terroristes, et prie le Comité de lui soumettre un rapport intérimaire à sa vingt-deuxième session et le rapport final à sa vingt-quatrième session».
6. *Prie* le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme de fournir au groupe de travail toute l'assistance nécessaire pour lui permettre d'accomplir la tâche susmentionnée.

9^e séance
24 février 2012

[Adopté par consensus]

8/6

Valeurs traditionnelles de l'humanité

Le Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme,

Rappelant la résolution 16/3 du Conseil des droits de l'homme, en date du 24 mars 2011, dans laquelle le Conseil a prié le Comité consultatif d'établir une étude sur la façon dont une meilleure compréhension et une meilleure appréciation des valeurs traditionnelles de dignité, de liberté et de responsabilité peuvent contribuer à la promotion et à la protection des droits de l'homme, et de lui présenter cette étude avant sa vingt et unième session,

Rappelant aussi qu'à sa septième session, le Comité consultatif a constitué un groupe de travail chargé d'élaborer l'étude susmentionnée et a désigné Ahmer Bilal Soofi Président et Vladimir Kartashkin Rapporteur du groupe de travail,

1. *Prenant note* des observations et suggestions faites pendant les débats sur l'étude préliminaire élaborée par M. Kartashkin;
2. *Prie* le groupe de travail de lui soumettre l'étude préliminaire révisée à sa neuvième session afin d'en poursuivre l'examen.

9^e séance
24 février 2012

[Adopté par consensus]

8/7

Renforcement de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme

Le Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme,

Rappelant la résolution 13/23 du Conseil des droits de l'homme du 26 mars 2010, dans laquelle le Conseil a prié le Comité consultatif d'étudier les moyens de renforcer la coopération dans le domaine des droits de l'homme, compte tenu des vues exprimées dans le rapport de la Haut-Commissaire aux droits de l'homme sur le renforcement de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme¹¹ ainsi que les vues complémentaires des États et des parties prenantes intéressées, et de soumettre au Conseil, à sa dix-neuvième session, des propositions à ce sujet,

1. *Note avec satisfaction* les réponses au questionnaire qu'il avait adressé aux États, aux organisations non gouvernementales et aux parties prenantes intéressées;
2. *Approuve* le rapport final sur le renforcement de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme présenté par Dheerujlall Seetulsingh, Président du groupe de rédaction créé par le Comité consultatif afin de s'acquitter de la tâche ci-dessus¹², avec Laurence Boisson de Chazournes, Rapporteur du groupe de rédaction;
3. *Soumet* au Conseil des droits de l'homme le rapport final susmentionné.

*9^e séance
24 février 2012*

[Adopté par consensus]

II. Élection du Bureau, adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

A. Ouverture et durée de la session

1. Le Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme, créé en application de la résolution 5/1 du Conseil des droits de l'homme, a tenu sa huitième session à l'Office des Nations Unies à Genève du 20 au 24 février 2012. La session a été ouverte par le Président de la huitième session, M. Latif Hüseyinov.
2. La Présidente du Conseil des droits de l'homme, M^{me} Laura Dupuy Lasserre, s'est adressée au Comité consultatif à sa 1^{re} séance, le 20 février 2012.
3. À la même séance, le Directeur de la Division du Conseil des droits de l'homme et des procédures spéciales a fait une déclaration au nom de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme.

B. Composition du Comité consultatif

4. Les noms des membres du Comité consultatif sont les suivants¹³: Miguel d'Escoto Brockmann (Nicaragua, 2012); José Antonio Bengoa Cabello (Chili, 2013); Laurence Boisson de Chazournes (France, 2014); Chen Shiqiu (Chine, 2012); Chung Chinsung

¹¹ A/HRC/13/19.

¹² A/HRC/AC/7/2.

¹³ L'année indiquée entre parenthèses est l'année d'expiration du mandat du membre concerné.

(République de Corée, 2013); Wolfgang Stefan Heinz (Allemagne, 2013); Latif Hüseyinov (Azerbaïdjan, 2014); Alfred Ntunduguru Karokora (Ouganda, 2013); Vladimir Kartashkin (Fédération de Russie, 2013); Obiora Chinedu Okafor (Nigéria, 2014); Anantonia Reyes Prado (Guatemala, 2014); Shigeki Sakamoto (Japon, 2013); Dheerujlall Seetulsingh (Maurice, 2014); Ahmer Bilal Soofi (Pakistan, 2014); Halima Embarek Warzazi (Maroc, 2012); Jean Ziegler (Suisse, 2012); et Mona Zulficar (Égypte, 2013).

5. Dans sa décision 18/121, le Conseil des droits de l'homme a décidé que, à titre transitoire, le mandat des membres du Comité consultatif prenant fin en mars 2012 serait exceptionnellement prorogé jusqu'au 30 septembre 2012.

C. Participants

6. Ont participé à la session des membres du Comité consultatif des observateurs d'États Membres de l'Organisation des Nations Unies, des observateurs d'États non membres et des représentants d'organisations intergouvernementales, d'organismes et d'institutions spécialisées des Nations Unies, d'autres organisations, d'institutions nationales des droits de l'homme et d'organisations non gouvernementales. M. d'Escoto Brockmann n'a pas pu assister à la session pour des raisons médicales.

D. Séances et documentation

7. Le Comité consultatif a tenu huit séances plénières, une séance privée sur le point 3 de l'ordre du jour, deux séances privées sur le point 2 de l'ordre du jour, et une séance privée sur le point 1 de l'ordre du jour. Le Comité consultatif a adopté sept décisions (voir chap. I).

E. Élection du Bureau

8. Conformément à l'article 103 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale et à l'article 5 du Règlement intérieur du Comité consultatif, le Bureau élu par acclamation à la 1^{re} séance de la septième session du Comité, le 8 août 2011, a été reconduit dans ses fonctions à la huitième session:

<i>Président:</i>	Latif Hüseyinov
<i>Vice-Présidents:</i>	Mona Zulficar Anantonia Reyes Prado
<i>Rapporteurs:</i>	Jean Ziegler Chung Chinsung

9. À la même séance, le Comité consultatif a observé une minute de silence à la mémoire de Purificación V. Quisumbing.

10. Toujours à la même séance, le Comité consultatif a observé une minute de silence pour les victimes des violations des droits de l'homme partout dans le monde.

F. Adoption de l'ordre du jour

11. À sa 1^{re} séance, le Comité consultatif était saisi d'une note du Secrétaire général contenant l'ordre du jour provisoire de la huitième session (A/HRC/AC/8/1). L'ordre du jour provisoire annoté est paru sous la cote A/HRC/AC/8/1/Add.1. et Corr.1.

12. À la même séance, le Comité consultatif a adopté l'ordre du jour (voir annexe I).

G. Organisation des travaux et conduite des débats

13. Le Comité consultatif a examiné le point 1 de l'ordre du jour à sa 1^{re} séance, le 20 février.

14. À sa 1^{re} séance, les modalités à suivre pour l'organisation des travaux et la conduite des débats ont été rappelées par la Présidente, sur la base des modalités appliquées lors des précédentes sessions du Comité.

15. Il a été convenu que la date limite pour la soumission des projets de recommandation serait fixée au 23 février 2012.

16. Des déclarations ont été faites par des membres du Comité consultatif (voir annexe II).

III. Demandes soumises au Comité consultatif découlant des résolutions du Conseil des droits de l'homme

17. Le Comité consultatif a examiné le point 2 de l'ordre du jour à ses 1^{re} et 2^e séances, le 20 février, à ses 3^e et 4^e séances, le 21 février, et à ses 5^e et 6^e séances, le 22 février.

Demandes actuellement examinées par le Comité

1. Promotion du droit des peuples à la paix

18. À ses 1^{re} et 2^e séances, le 20 février, le Comité consultatif a, en application des résolutions 11/4, 14/3 et 17/16 du Conseil, tenu un débat sur la promotion du droit des peuples à la paix. M. Heinz a présenté le rapport intérimaire sur la question (A/HRC/AC/8/2). Au cours du débat qui a suivi, des déclarations ont été faites par des membres du Comité consultatif, des observateurs gouvernementaux et des observateurs d'organisations non gouvernementales (voir annexe II) ainsi que par M. Victor Manuel Rodriguez Rescia au nom du Sous-Comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

19. À la 9^e séance, le 24 février, M. Sakamoto a présenté le projet de texte A/HRC/AC/8/L.4, qui avait pour auteurs M^{me} Boisson de Chazournes, M. Chen, M^{me} Chung, M. Heinz, M. Hüseyinov, M. Ntunduguru Karokora, M. Kartashkin, M. Okafor, M^{me} Reyes Prado, M. Sakamoto, M. Seetulsingh, M. Soofi, M^{me} Warzazi, M. Ziegler et M^{me} Zulficar.

20. À la même séance, M. Bengoa a fait une déclaration au sujet du projet de texte.

21. Toujours à la même séance, le projet de texte a été adopté sans avoir été mis aux voix (le texte adopté est reproduit au chapitre I). Par la suite, M. d'Escoto Brockmann a informé par écrit le secrétariat qu'il souhaitait se dissocier de la recommandation 8/4.

2. Valeurs traditionnelles de l'humanité

22. À sa 2^e séance, le 20 février, et à sa 3^e séance, le 21 février, le Comité consultatif a, en application de la résolution 16/3 du Conseil, tenu un débat sur la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales par une meilleure compréhension des valeurs traditionnelles de l'humanité. À sa 2^e séance, M. Kartashkin a présenté son rapport préliminaire sur la question (A/HRC/AC/8/4). Des membres du Comité ont pris part au débat qui a suivi (voir annexe II). À la 3^e séance ont participé au débat qui a suivi des membres du Comité, des observateurs gouvernementaux et des observateurs d'organisations non gouvernementales ainsi qu'un observateur d'une organisation intergouvernementale (voir annexe II).

23. À la 9^e séance, le 24 février, M. Soofi a présenté le projet de texte A/HRC/AC/8/L.6, qui avait pour auteurs M^{me} Boisson de Chazournes, M. Chen, M^{me} Chung, M. Kartashkin, M. Karokora, M. Chinedu Okafor, M^{me} Reyes Prado, M. Seetulsingh, M. Soofi, M^{me} Warzazi, M. Ziegler et M^{me} Zulficar.

24. À la même séance, M. Bengoa, M. Kartashkin, M. Karokora et M^{me} Warzazi ont fait des déclarations sur le projet de texte.

25. Toujours à cette même séance, le projet de texte a été adopté sans avoir été mis aux voix (le texte adopté est reproduit au chapitre I).

3. Droit à l'alimentation

26. À ses 3^e et 4^e séances, le 21 février, et à sa 6^e séance, le 22 février, le Comité consultatif a, en application des résolutions 7/14, 10/12, 13/4 et 16/27, tenu un débat sur la promotion du droit à l'alimentation.

a) *Promotion des droits des paysans et des autres personnes travaillant dans des zones rurales*

27. À ses 3^e et 4^e séances, le Comité consultatif a tenu un débat sur l'étude finale relative à la promotion des droits des paysans et des autres personnes travaillant dans des zones rurales (A/AHR/AC/8/6). M. Bengoa a présenté l'étude. Au cours du débat qui a suivi, des déclarations ont été faites par des membres du Comité, des observateurs gouvernementaux et des observateurs d'organisations non gouvernementales (voir annexe II).

28. À la 9^e séance, le 24 février, M. Bengoa a présenté le projet de texte A/HRC/AC/8/L.1, qui avait pour auteurs M. Bengoa, M. Chen, M^{me} Chung, M. Heinz, M. Hüseyinov, M. Karokora, M^{me} Kartashkin, M. Okafor, M^{me} Reyes Prado, M. Sakamoto, M. Seetulsingh, M. Soofi, M^{me} Warzazi, M. Ziegler et M^{me} Zulficar.

29. À la même séance, le projet de texte a été adopté à l'unanimité, sans avoir été mis aux voix (le texte adopté est reproduit au chapitre I).

b) *Malnutrition aiguë et maladies infantiles chez l'enfant atteint par exemple de noma*

30. À la 4^e séance, M. Ziegler, en tant que Président du groupe de rédaction sur le droit à l'alimentation, a fait une déclaration liminaire sur la malnutrition aiguë et les maladies infantiles chez l'enfant atteint par exemple de noma (A/HRC/AC/8/7).

31. À la 9^e séance, le 24 février, M. Bengoa a présenté le projet de texte A/HRC/AC/8/L.2, qui avait pour auteurs M. Bengoa, M. Chen, M^{me} Chung, M. Heinz, M. Hüseyinov, M. Karokora, M. Kartashkin, M. Okafor, M^{me} Reyes Prado, M. Sakamoto, M. Seetulsingh, M. Soofi, M^{me} Warzazi, M. Ziegler et M^{me} Zulficar.

32. À la même séance, le projet de texte a été adopté à l'unanimité, sans avoir été mis aux voix (le texte adopté est reproduit au chapitre I).

c) *Les femmes rurales et le droit à l'alimentation*

33. À sa 6^e séance, le 22 février, le Comité consultatif a, en application de la résolution 16/27 du Conseil, tenu un débat sur la note thématique concernant l'étude préliminaire sur les femmes rurales et le droit à l'alimentation (A/HRC/AC/8/CRP.2). M^{me} Zulficar, Rapporteuse du groupe de rédaction, a présenté la note thématique. Des membres du Comité et une organisation intergouvernementale ont pris part au débat qui a suivi (voir annexe II).

d) *Promotion des droits de l'homme des populations urbaines pauvres: stratégies et pratiques exemplaires*

34. À sa 6^e séance, le 22 février, le Comité consultatif a, en application de la résolution 16/27 du Conseil, tenu un débat sur l'étude préliminaire relative à la promotion des droits de l'homme des populations urbaines pauvres (A/HRC/AC/8/5). M^{me} Chung, Rapporteuse du groupe de rédaction, a présenté l'étude. Des membres du Comité ont pris part au débat qui a suivi (voir annexe II).

4. Droits de l'homme et questions relatives aux prises d'otages par des terroristes

35. À sa 5^e séance, le 22 février, le Comité consultatif a, en application de la résolution 18/10 du Conseil des droits de l'homme, tenu un débat préliminaire sur les droits de l'homme et des questions relatives aux prises d'otages par des terroristes. Les observateurs de l'Algérie et du Sénégal, au nom des États d'Afrique, ont fait des déclarations liminaires concernant le contexte auquel se rapporte la résolution 18/10 du Conseil et l'étude demandée par le Conseil. Au cours du débat qui a suivi, des déclarations ont été faites par des membres du Comité consultatif et des observateurs gouvernementaux (voir annexe II).

36. À la 9^e séance, le 24 février, M. Hüseyinov a présenté le projet de texte A/HRC/AC/8/L.5, qui avait pour auteurs M^{me} Boisson de Chazournes, M. Chen, M. Heinz, M. Hüseyinov, M. Karokora, M. Kartashkin, M. Okafor, M^{me} Reyes Prado, M. Sakamoto, M. Seetulsingh, M. Soofi et M. Ziegler.

37. À la même séance, M. Chen, M^{me} Chung, M. Kartashkin et M^{me} Warzazi ont fait des déclarations au sujet du projet de texte.

38. Toujours à la même séance, le projet de texte a été adopté sans être mis aux voix (le texte adopté est reproduit au chapitre I).

5. Droits de l'homme et solidarité internationale

39. À sa 5^e séance, le 22 février, en application des résolutions 9/2, 12/9 et 15/13 du Conseil, le Comité consultatif a tenu un débat sur les droits de l'homme et la solidarité internationale. L'experte indépendante sur les droits de l'homme et la solidarité internationale, Virginia Dandan, a fait une déclaration liminaire sur un projet de déclaration concernant le droit des peuples et des individus à la solidarité internationale et sur son mandat. M. Chen, Président du groupe de rédaction, a présenté le projet de rapport sur les droits de l'homme et la solidarité internationale (A/HRC/AC/8/CRP.1). Des membres du Comité et des observateurs gouvernementaux ont pris part au débat qui a suivi (voir annexe II).

40. À la 9^e séance, le 24 février, M. Chen a présenté le projet de texte A/HRC/AC/8/L.3, qui avait pour auteurs M. Bengoa, M^{me} Boisson de Chazournes, M. Chen, M^{me} Chung, M. Heinz, M. Hüseyinov, M. Kartashkin, M. Okafor, M^{me} Reyes Prado, M. Sakamoto, M. Seetulsingh, M. Bilal Soofi, M^{me} Warzazi et M. Ziegler.

41. À la même séance, le projet de texte a été adopté à l'unanimité, sans être mis aux voix (le texte adopté est reproduit au chapitre I).

6. Renforcement de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme

42. À sa 6^e séance, le 22 février, le Comité consultatif a, en application de la résolution 13/23 du Conseil, tenu un débat concernant les propositions finales de renforcement de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme. M. Seetulsingh, Président du groupe de rédaction, et M^{me} Boisson de Chazournes ont fait une déclaration sur l'étude finale (A/HRC/AC/8/3). Des membres du Comité, des

observateurs gouvernementaux et un observateur d'une organisation non gouvernementale ont pris part au débat qui a suivi (voir annexe II).

43. À la 9^e séance, le 24 février, M. Seetulsingh a présenté le projet de texte A/HRC/AC/8/L.7, qui avait pour auteurs M. Bengoa, M^{me} Boisson de Chazournes, M. Chen, M^{me} Chung, M. Heinz, M. Hüseyinov, M. Karokora, M. Kartashkin, M. Okafor, M^{me} Reyes Prado, M. Sakamoto, M. Seetulsingh, M. Soofi, M^{me} Warzazi et M. Ziegler.

44. À la même séance, le projet de texte a été adopté à l'unanimité, sans être mis aux voix (le texte adopté est reproduit au chapitre I).

IV. Mise en œuvre des sections III et IV de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil des droits de l'homme en date du 18 juin 2007, et de la section III de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil en date du 25 mars 2011

Ordre du jour et programme annuel de travail, y compris les nouvelles priorités

45. À la 7^e séance, tenue le 23 février, des membres du Comité ont fait des déclarations sur des projets de recherche qu'ils pourraient soumettre à l'examen et l'approbation du Conseil des droits de l'homme (voir annexe II).

V. Rapport du Comité consultatif sur sa huitième session

46. À sa 9^e séance, le 24 février, le Comité consultatif a examiné le point 4 de l'ordre du jour.

47. À cette même séance, le Rapporteur du Comité consultatif a présenté le projet de rapport du Comité sur sa huitième session (A/HRC/AC/8/8).

48. Toujours à cette même séance, M. Chen, M^{me} Chung et M^{me} Warzazi ont fait des déclarations au sujet du projet de rapport.

49. À cette même séance, le Comité consultatif a adopté le projet de rapport *ad referendum* et décidé d'en confier la finalisation au Rapporteur.

50. Toujours à cette même séance, le Président du Comité consultatif a fait quelques remarques finales.

Annexe I

Ordre du jour

1. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
2. Demandes adressées au Comité consultatif en application des résolutions du Conseil des droits de l'homme:
 - a) Demandes actuellement examinées par le Comité:
 - i) Droit à l'alimentation;
 - ii) Intégration d'une perspective de genre;
 - iii) Promotion d'un ordre international démocratique et équitable;
 - iv) Intégration de la perspective des personnes handicapées;
 - v) Droits de l'homme et solidarité internationale;
 - vi) Promotion du droit des peuples à la paix;
 - vii) Renforcement de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme;
 - viii) Promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales par une meilleure compréhension des valeurs traditionnelles de l'humanité;
 - ix) Droits de l'homme et questions relatives aux prises d'otages par des terroristes;
 - b) Suivi des rapports du Comité soumis au Conseil des droits de l'homme:
 - i) Éducation et formation dans le domaine des droits de l'homme;
 - ii) Élimination de la discrimination à l'égard des personnes touchées par la lèpre et des membres de leur famille;
 - iii) Personnes disparues.
3. Mise en œuvre des sections III et IV de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil des droits de l'homme en date du 18 juin 2007, et de la section III de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil en date du 25 mars 2011:
 - a) Examen des méthodes de travail;
 - b) Ordre du jour et programme de travail annuel, y compris les nouvelles priorités;
 - c) Suite donnée à la recommandation 1/11 du Comité consultatif;
4. Rapport du Comité consultatif sur sa huitième session.

Annexe II

[English only]

List of speakers

<i>Agenda item</i>	<i>Meeting and date</i>	<i>Speakers</i>
1. Adoption of the agenda and organization of work	1st meeting 20 February 2012	Members: Mr Bengoa, Mr Chen, Ms Chung, Mr Kartashkin, Ms Zulficar
2. Request to the Advisory Committee 2 (i) Right to food stemming from Human Rights Council resolutions	3rd meeting 21 February 2012	Members: Mr Bengoa
(a) Requests currently under consideration by the Committee	4th meeting 21 February 2012	Members: Mr Ziegler Government observers: Ethiopia, Uruguay Observers for non-governmental organizations: International Association of Democratic Lawyers, Foodfirst Information and Action Network
	6th meeting 22 February 2012	Members: Mr Bengoa, Ms Chung, Ms Reyes Prado, Mr Seetulsingh, Ms Warzazi, Ms Zulficar Observers for intergovernmental organizations: Caritas Internationalis (International Confederation of Catholic Charities)
2 (v) Human rights and international solidarity	5th meeting 22 February 2012	Members: Mr Chen, Mr Sakamoto, Mr Seetulsingh, Mr Soofi Government observers: China, Cuba
2 (vi) Promotion of the right of peoples to peace	1st meeting 20 February 2012	Members: Mr Bengoa, Ms Boisson de Chazournes, Mr Heinz, Mr Seetulsingh, Mr Soofi, Mr Ziegler, Ms Zulficar.
	2nd meeting 20 February 2012	Members: Mr Chen, Mr Kartashkin, Ms Reyes Prado, Ms Warzazi, Ms Zulficar Government observers: Argentina, Costa Rica, Cuba, Pakistan, Russian Federation, Spain, Tunisia, Uruguay

<i>Agenda item</i>	<i>Meeting and date</i>	<i>Speakers</i>
		Observers for non-governmental organizations: Conscience and Peace Tax International, Indian Council of South America, International Association of Democratic Lawyers, International Association of Peace Messenger Cities, Japan Federation of Bar Associations, Japanese Workers Committee for Human Rights, United Network of Young Peacebuilders
	6th meeting 22 February 2012	Members: Government observers: Observers for intergovernmental organizations:
2 (vii) Enhancement of international cooperation in the field of human rights	6th meeting 22 February 2012	Members: Mr Bengoa, Ms Boisson de Chazournes, Mr Seetulsingh. Government observers: Cuba, Egypt, Uruguay Observer for non-governmental organizations: ONG Hope International
2 (viii) Promoting human rights and fundamental freedoms through a better understanding of traditional values of humankind	2nd meeting 20 February 2012	Members: Mr Heinz, Mr Kartashkin, Mr Sakamoto, Ms Warzazi, Ms Zulficar. Government observers: Observer for non-governmental organizations:
2 (ix) Human rights and issues related to terrorist hostage-taking	5th meeting 22 February 2012	Members: Mr Chen, Mr Heinz, Mr Kartashkin, Mr Okafor, Mr Seetulsingh, Mr Soofi, Ms Warzazi, Mr Ziegler, Ms Zulficar Government observers: Algeria, Senegal
3. Implementation of sections III and IV of the annex to Human Rights Council resolution 5/1 of 18 June 2007, and of section III of the annex to Council resolution 16/21 of 25 March 2011	(b) Agenda and annual programme of work, including new priorities 7th meeting 23 February 2012	Members: Mr Bengoa, Ms Boisson de Chazournes, Ms Chung, Mr Kartashkin, Ms Reyes Prado, Mr Soofi

Annexe III

[English only]

List of documents issued for the eighth session of the Advisory Committee

Documents issued in the general series

<i>Symbol</i>	<i>Agenda item</i>	
A/HRC/AC/8/1	1	Provisional agenda
A/HRC/AC/8/1/Add.1/ and Corr.1	1	Annotations to the provisional agenda
A/HRC/AC/8/2	2	Progress report on the right of peoples to peace
A/HRC/AC/8/3	2	Report on enhancement of international cooperation in the field of human rights
A/HRC/AC/8/4	2	Preliminary study on traditional values of mankind
A/HRC/AC/8/5	2	Preliminary study on the promotion of human rights of the urban poor: strategies and best practices
A/HRC/AC/8/6	2	Final study on the advancement of the rights of peasants and other people working in rural areas
A/HRC/AC/8/7	2	Study on Severe Malnutrition and Childhood Diseases with Children Affected by Noma as an Example
A/HRC/AC/8/8	4	Report of the Advisory Committee on its eighth session
A/HRC/AC/8/CRP.1	3	Draft paper on human rights and international solidarity
A/HRC/AC/8/CRP.2	3	Concept note for the preliminary study on rural women and the right to food

Documents issued in the limited series

<i>Symbol</i>	<i>Agenda item</i>	
A/HRC/AC/8/L.1	2	Rights of peasants
A/HRC/AC/8/L.2	2	Right to food
A/HRC/AC/8/L.3	2	Human rights and international solidarity
A/HRC/AC/8/L.4	2	Drafting group on the promotion of the right of peoples to peace
A/HRC/AC/8/L.5	2	Terrorist hostage-taking

A/HRC/AC/8/L.6	2	Traditional values of humankind
A/HRC/AC/8/L.7	2	Enhancement of international cooperation in the field of human rights

Documents issued in the non-governmental organizations series

<i>Symbol</i>	<i>Agenda item</i>	
A/HRC/AC/8/NGO/1	2	Written statement submitted by the Japan Federation of Bar Associations, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/AC/8/NGO/2	2	Joint written statement submitted by the Commission of the Churches on International Affairs of the World Council of Churches (CCIA/WCC), the International Association of Soldiers for Peace, Zonta International, the International Federation of Settlements and Neighbourhood Centres (IFS), the International Council Of Women (ICW-CIF), the International Association for Religious Freedom (IARF), the International Youth and Student Movement for the United Nations (ISMUN), the Brahma Kumaris University (BKU), Soroptimist International (SI), the International Institute for Non-aligned Studies (IINAS), the Franciscans International (FI), non-governmental organizations in general consultative status, the World Young Women's Christian Association (World YWCA), the Dominicans for Justice and Peace (Order of Preachers), the Buddha's Light International Association (BLIA), the Federación de Asociaciones de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos (España), Pax Romana (International the Catholic Movement for Intellectual and Cultural Affairs and the International Movement of Catholic Students), the Temple of Understanding (TOU), the Women's World Summit Foundation (WWSF), the International Federation of University Women (IFUW), the Worldwide Organization for Women (WOW), the Union of Arab Jurists (UAJ), Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme (RADDHO), the Foundation for the Refugee Education Trust (RET), the International Bridges to Justice (IBJ), the Inter-African Committee on Traditional Practices Affecting the Health of Women and Children (IAC), the American Association of Jurists (AAJ), Congregation of Our Lady of Charity of the Good Shepherd, the Lassalle-Institut, the UNESCO Centre of Catalonia (UNESCO CAT), the Pan Pacific and South East Asia Women's Association (PPSEAWA), the International Movement for Fraternal Union Among Races and Peoples (UFER), the International Federation of Women Lawyers (FIDA), the International Federation

of Women in Legal Careers (FIFCJ), the Canadian Federation of University Women (CFUW), the International Women's Year Liaison Group (IWYLG), the Institute of International Social Development, African Action on AIDS, the International Society for Traumatic Stress Studies (ISTSS), the Lama Gangchen World Peace Foundation (LGWPF), Pax Christi International, International Catholic Peace Movement, the Tandem Project, the Solar Cookers International (SCI), the United States Federation for Middle East Peace (USFMEP), the Network Women in Development Europe (KULU, Denmark), North-South XXI, the United Towns Agency for North-South Cooperation, the International Organization for the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (EAFORD), Maryknoll Fathers and Brothers, Maryknoll Sisters of St. Dominic, the International Forum for Child Welfare, the BADIL Resource Center for Palestinian Residency and Refugee Rights, the Arab Lawyers Union, the General Federation of Iraqi Women, the International Federation of Social Workers (IFSW), the International Association of Peace Messenger Cities (IAPMC), the Committee for Hispanic Children and Families, the Comite International pour le Respect et l'Application de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CIRAC), the Cairo Institute for Human Rights Studies (CIHRS), the World for World Organisation (WFWO), the Universal Esperanto Association (UEA), the Grail, UNANIMA International, the Association for Democratic Initiatives (ADI), the General Arab Women Federation (GAWF), the International Association of Democratic Lawyers (IADL), the Centre Independent de Recherches et d'Initiatives pour le Dialogue (CIRID), the International Association of Schools of Social Work (IASSW), Peace Boat, the International Fellowship of Reconciliation (IFOR), the Comision Colombiana de Juristas (CCJ), the COJEP International (Conseil de Jeunesse Pluriculturelle), the Association of African Women for Research and Development (AAWORD), the Center for Migration Studies of New York (CMS) (member of the Scalabrini International Migration Network), the World Association for Psychosocial Rehabilitation (WAPR), the Foundation for Subjective Experience and Research, the African Women's Development and Communication Network (FEMNET), the Planetary Association for Clean Energy (PACE), Initiatives of Change International, Associazione Comunita Papa Giovanni XXIII, the Action internationale pour la paix et le développement dans la région des Grands Lacs, the Indian Movement "Tupaj Amaru", the General

Arab Women Federation, National Council of Women in Great Britain, the African Peace Network (APNET), Right to Energy Sos Future, Myochikai (Arigatou Foundation), the Fondation Idole, IUS PRIMI VIRI International Association, the African Women Association (AWA), the Femmes Africa Solidarité (FAS), the International Movement against all Forms of Discrimination and Racism (IMADR), the National Alliance of Women's Organisations (NAWO), African Services Committee (ASC), Guild of Services, European Women's Lobby (EWL), European Union of Women (EUW), International Organization for the Right to Education and Freedom of Education (OIDE), Women's Union of Russia (WUR), Fundación Cultura de Paz, Permanent Assembly for Human Rights (APDH), International Islamic Relief Organization (IIROSA), Japanese Association of International Women's Rights, Japanese Worker's Committee for Human Rights, non-governmental organizations in special consultative status, the Association of World Citizens, the Federation for Peace and Conciliation (IFPC), the World Association for the School as an Instrument of Peace, the International Society for Human Rights (ISHR), the Institute for Planetary Synthesis (IPS), the International Peace Bureau (IPB), the 3HO Foundation, Inc. (Healthy, Happy, Holy Organization), the Dzeno Association, the Country Women Association of Nigeria (COWAN), the Association Nigerienne des Scouts de l'Environnement (ANSEN), the Asia Pacific Forum on Women, the Law and Development (APWLD), the International Progress Organization (IPO), European Federation of Road Traffic Crash Victims, a nongovernmental organizations on the roster Amendments to the (second) draft declaration on the right to peace prepared by the Advisory Committee drafting group

A/HRC/AC/8/NGO/3	2	Written statement submitted by the International Association of Democratic Lawyers (IADL), a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/AC/8/NGO/4	2	Written statement submitted by the Canadian HIV/AIDS Legal Network, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/AC/8/NGO/5	2	Exposé écrit présenté par European Centre for Law and Justice., organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial